

Le retour du Chili à la démocratie s'est amorcé lors de l'élection d'un gouvernement de transition dirigé par le président Patricio Aylwin et s'est achevé sur la réussite du scrutin général du 11 décembre 1993, où le chef actuel de l'État, Eduardo Frei, a recueilli 58 % des voix. Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, le 11 mars 1994, le président Frei et la coalition de centre-gauche *Concertación Nacional* ont protégé avec succès la nette majorité dont ils disposent à la Chambre des députés. Le scrutin général a maintenu, au Congrès, l'équilibre général des forces entre la coalition ministérielle et l'opposition.

Les règles fondamentales des affaires politiques et économiques sont dérivées du cadre constitutionnel établi en 1980, sous le régime militaire maintenant aboli. La constitution chilienne maintient la séparation traditionnelle des pouvoirs entre les bras exécutif, législatif et judiciaire de l'État (quoique l'exécutif dispose de compétences plus étendues dans certains domaines législatifs, dont l'impôt). Elle fixe aussi les principes de base de l'activité économique dans le secteur privé et de la fiscalité et elle cerne le rôle de la Banque centrale, tout en faisant clairement du libre marché la pierre d'assise du développement de l'économie.

Les politiques du gouvernement Frei s'inscrivent toujours dans le prolongement de celles de l'administration Aylwin. Le président, un homme d'affaires de tendance légèrement plus centriste que son prédécesseur, a promis de diriger la campagne contre la pauvreté et en fait grand état. Les principaux problèmes auxquels s'attaque actuellement le pays touchent notamment à l'éducation, aux soins de santé et à l'amélioration des infrastructures. Le président Frei a laissé savoir qu'il n'agirait qu'en présence d'un large consensus, ce qui est de bon augure pour les six années de son mandat, du point de vue de la stabilité.

En somme, la transition politique entreprise par le Chili depuis six ans se solde par un grand succès. La démocratie et la liberté des marchés se consolident, grâce à la concertation de tous les segments importants de la société. Les forces en présence, aussi bien dans la coalition gouvernementale que dans l'opposition, ont fait de grands efforts de collaboration et, dans bien des cas (réforme de la fiscalité, des lois du travail, etc.) en sont arrivées à une position commune. En dernière analyse, la stabilité politique et les mesures de libéralisation des marchés ont toutes grandement contribué à la prospérité économique du pays, à affirmer la présence du Chili sur la scène internationale et à rendre le pays attrayant pour les investisseurs étrangers.